

**I**l est des moments où le calendrier politique. Le rapport présenté, il y a quelques semaines, par Mou na Vi prey de vant le Conseil économique et social sur l'insertion des jeunes d'origine étrangère s'appuie sur plusieurs années de recherche, au sein de l'IRES, sur les problèmes liés à l'immigration.

Il montre, au delà de certaines manipulations médiatiques et de certaines stratégies politiques, la profondeur des ruptures économiques, sociales et culturelles engendrées par des évolutions que les chercheurs, les organisations syndicales et associations, les acteurs de terrain avaient depuis longtemps mises en évidence.

L'intérêt de ce rapport est d'analyser les enchaînements cumulatifs qui s'opèrent, souvent inintentionnellement, entre des comportements, des représentations, et des politiques qui engendrent la discrimination : carte scolaire et orientation scolaire, critères d'accès à l'entreprise pour les dispositifs d'insertion professionnelle, puis pour l'emploi, conditions et localisation du logement, etc. L'imbrication des inégalités d'origine sociale et des inégalités d'origine « ethnique » crée, pour les jeunes d'origine étrangère, une menace d'exclusion collective que ni la réussite scolaire, ni la qualification professionnelle ne suffisent à combattre.

Les chercheurs ne peuvent se substituer aux acteurs ; ils peuvent contribuer à une prise de conscience de la gravité des risques de rupture sociale et de la complexité des politiques qui devraient permettre d'y faire face dans l'urgence.

Jacques Freyssinet

## *L'insertion des jeunes d'origine étrangère*

**E**n France, l'immigration est très ancienne, elle constitue un phénomène qui a marqué profondément l'évolution démographique et économique du pays. Depuis 1974, face à la crise économique, toute immigration de nouveaux travailleurs étrangers est officiellement arrêtée. Si le ralentissement important de la croissance a particulièrement touché cette force de travail, fortement concentrée dans les secteurs d'activité en déclin, elle a aussi contribué à renforcer la tendance à son installation durable en France. Ainsi, différentes étapes ont rythmé la participation des travailleurs immigrés - de nationalité française ou étrangère - au développement de l'économie française. La stabilité et l'ascension sociale d'une frange d'entre eux ne peuvent masquer la persistance des spécificités d'insertion et le degré de fragilité socio-économique voire de discrimination des jeunes étrangers ou issus de l'immigration.

Pourquoi pose-t-on la question de l'insertion des jeunes d'origine étrangère ? Parce que l'on constate qu'une frange de la jeunesse ne trouve pas réellement sa place au sein de la cité voire, pour une minorité, se sent rejetée de la collectivité. L'inégal accès et l'ethnisation des rapports sociaux en matière d'éducation et de formation, de logement, d'accès au marché du travail, d'emploi, de loisirs et de culture, etc, représentaient il n'y a pas si longtemps un enjeu de débats interminables entre les tenants de la thèse de la discrimination et ceux pour qui seule une structure sociale particulière expliquait des inégalités par conséquent non liées à l'origine réelle ou supposée de l'individu. Il est clair aujourd'hui, qu'aux effets des inégalités sociales s'ajoutent, pour les jeunes d'origine étrangère, des difficultés liées aux comportements discriminatoires de différents acteurs. Ces comportements ne doivent pas être réduits à des logiques ouvertement racistes ; il s'agit le plus souvent de phénomènes diffus.

### *L'obsession de « l'origine »*

Dans les années quatre-vingt, les débats sur l'immigration deviennent passionnés, un décalage se produit entre la perception sociale de l'immigration et sa définition juridique légale. Ce sont les jeunes issus de l'immigration, français pour la plupart, qui sont stigmatisés comme immigrés. Cette confusion et ce caractère peu objectifs proviennent de la non délimitation - en outre pas forcément possible et aux yeux de certains constitutionnellement interdite - de la définition de « l'origine étrangère ». La notion « d'immigré » tend à se confondre avec une catégorie « sociale », imprégnée d'idéologie et associée dans les esprits à la notion d'étranger, excluant des sous catégories d'étrangers ou de nationaux d'origine étrangère (très souvent issus de pays riches), et

incluant à l'inverse des Français (essentiellement des descendants de migrants coloniaux et post-coloniaux). Ainsi, les jeunes étrangers ou issus de l'immigration sont socialement perçus comme des immigrés alors que nombre d'entre eux sont nés en France et sont français. Cette représentation obsessionnelle de « l'origine » des jeunes issus de l'immigration dans les rapports sociaux est lourde de conséquences en terme d'insertion pour cette « catégorie », et plus largement en terme d'ordre social et de cohésion pour l'ensemble des citoyens.

### *L'ethnicisation des rapports dans l'univers scolaire*

L'école de la République a accueilli les élèves sans tenir compte ni de leur origine ni de leur nationalité. Cependant, un tournant s'est amorcé dans les années soixante-dix quand a été affirmée tant au niveau national, qu'international, la nécessité d'élaborer une politique d'insertion des enfants d'origine étrangère compte-tenu de leur arrivée massive favorisée par le regroupement familial. Ce tournant s'est nourri de l'émergence (ou la ré-émergence) de la question de l'immigration dans la société française. La scolarisation des enfants immigrés et plus généralement leur insertion et intégration devenaient un problème spécifique nécessitant des réponses adaptées, pas toujours compatibles avec la tradition d'égalité de traitement chère à l'école républicaine.

Néanmoins, l'école demeure le lieu où les inégalités sociales et ethniques des élèves doivent s'effacer pour préserver l'égalité des chances dans la socialisation et la promotion sociale au sein de la société française. Si l'école constitue un des piliers fondateurs du modèle républicain d'intégration sociale et civique, elle ne peut être séparée de son contexte environnemental ; sans disparaître, certaines de ses valeurs sont désormais mises à l'épreuve dans un nouvel espace socio-économique plutôt tendu, qui en révèle les limites.

Le « marché scolaire » est la dimension la plus visible et significative de la stratification de l'espace territorial et le cœur même de la partition entre d'un côté les établissements protégés pour les enfants issus des classes sociales privilégiées, de l'autre, des « enclaves sombres » pour ceux des milieux populaires. La dimension « ethnique » dans l'univers scolaire peut être étudiée à travers l'analyse des mécanismes de composition des publics scolaires par le canal des dérogations à la carte scolaire, des affectations, du profilage et de la construction des classes, des décisions d'orientation mais également à travers l'analyse des relations entre les élèves et leurs parents (usagers) d'une part, les professionnels enseignants et non enseignants qui permettent de mettre au jour une dimension particulière des processus de scolarisation d'autre part. Ainsi, la démocratisation de

l'éducation a bouleversé le profil des élèves accueillis par l'institution scolaire, la composition des classes est devenue de plus en plus hétérogène tant en termes d'origines sociales que d'origines ethniques. Et cela a conduit à de nouvelles formes de « gestion de la diversité ». Ainsi, la crise scolaire déborde-t-elle largement la question de l'accueil des élèves, dont les jeunes issus de l'immigration, et ces derniers paraissent-ils cristalliser beaucoup des problèmes identifiés. En effet, face à ce qu'ils vivent comme une trahison de l'idéal républicain, ces élèves évaluent l'institution scolaire par rapport au sort et aux traitements différentialistes qu'elle leur a réservé, les plus perdus étant à la recherche d'une identité de rechange.

### *Les mécanismes d'une discrimination sélective*

Les jeunes étrangers ou d'origine étrangère, comme les jeunes issus de familles françaises de longue date, sont soumis aux aléas de la conjoncture économique. Néanmoins, les jeunes étrangers ou d'origine étrangère sur le marché du travail se trouvent dans une situation beaucoup plus défavorisée que les autres membres des mêmes classes d'âge. La sous-représentation de cet ensemble de jeunes dans les dispositifs en alternance, ne vient pas tant de leurs comportements et stratégies de positionnement sur le marché du travail, que de leur difficulté à accéder à l'entreprise. Leur probabilité de rester sans emploi est plus forte que celle des autres jeunes et cette différence ne se réduit pas avec l'augmentation du niveau d'étude. En effet, sur le marché du travail se conjuguent des mécanismes de discrimination sélective qui sont des freins, voire des barrières, en terme d'insertion des jeunes étrangers ou d'origine étrangère.

Cette situation est due à des phénomènes complexes où le droit ne tient qu'une place restreinte. Etrangers et nationaux d'origine étrangère sont logés à la même enseigne. Réserve faite des emplois interdits aux étrangers, l'évolution du droit français tend vers une assimilation croissante des étrangers aux nationaux et donc vers une plus grande égalité des droits. Jeunes étrangers et jeunes d'origine étrangère n'en demeurent pas moins massivement victimes de phénomènes de discriminations illicites. Sans doute la discrimination repose-t-elle plus sur un faisceau informel d'apriorismes plus que sur une orientation idéologique clairement formulée tant du point de vue de l'entreprise que des institutions en interface. Le processus de discrimination à l'emploi n'en devient pas moins systémique – il s'installe comme un système avec ses propres valeurs, logiques et pratiques –, sinon systématique. Ce processus s'instaurant, il devient impossible, face à des cas concrets, de dégager les facteurs directs des facteurs indirects qui conditionnent la

---

discrimination à l'emploi des jeunes d'origine étrangère et freinent par conséquent leur insertion.

### *Ségrégation urbaine et recherche d'identité*

La concentration dans des zones territoriales de populations socialement défavorisées a nourri la ségrégation urbaine et la constitution de « ghettos ». Aux inégalités entre classes sociales est venue s'ajouter une fracture sociale qui confine très fréquemment une population « pauvre », souvent issue de l'immigration dans des logements dégradés. La ségrégation subie par les familles étrangère ou d'origine étrangère dans le domaine du logement les cloisonne dans le logement social et dans le parc privé dégradé.

Face aux processus ségrégatifs en matière de logement et plus largement de conditions de vie et de réalités

quotidiennes, les jeunes étrangers ou issus de l'immigration ont le sentiment d'être des citoyens de seconde zone. Ils prennent conscience de plus en plus tôt du stigmate qui pèse sur eux et sont « rongés » par le besoin de se forger une identité face à l'éclatement de l'ordre social. Les jeunes étrangers ou issus de l'immigration des quartiers populaires refusent la résignation face à cette réalité et dénoncent le contrat que la société n'a pas honoré avec eux. Pour les jeunes ayant intériorisé les contradictions sociales, la révolte peut devenir (ils en ont au moins l'illusion) dans des cas extrêmes, l'unique moyen de retrouver une bonne image de soi. Ainsi, les processus ségrégatifs en matière de logement et la recherche difficile d'une identité alimentent le rejet de l'autre et le déséquilibre de l'ordre social établi, rendant ainsi très problématiques l'insertion et l'ascension sociale des jeunes d'origine étrangère.

Mouna Viprey

# IRES

## *Biblio*

### ***Chronique Internationale de l'IRES***

**N° 77 - juillet 2002**

#### **Espagne.**

Grève générale contre une politique de l'emploi plus contraignante pour les chômeurs

*Carole Tuchszirer*

#### **Danemark**

Le travail à temps partiel : un alibi pour un « nouveau » modèle de négociation collective ?

*Christèle Meilland*

#### **Allemagne**

Les syndicats en campagne

*Adelheid Hege*

#### **Royaume-Uni**

Place des ressources humaines, salaires et congrès du TUC

*Christian Dufour*

### ***La Revue de l'IRES***

**2002/1**

La réforme de l'indemnisation du chômage en France

*Jacques Freyssinet*

Réforme de l'assurance chômage du PAP au PAP/ND. Le Programme d'Action Personnalisée pour un Nouveau Départ

*Carole Tuchszirer*

Réduction du temps de travail et emploi : une nouvelle évaluation

*Michel Husson*

Les seuils de pauvreté monétaire : usages et mesures

*Pierre Concialdi*

#### **BULLETIN D'ABONNEMENT 2002**

Nom, prénom . . . . . Date . . . . .  
Adresse . . . . .

désire recevoir régulièrement *La Lettre de l'IRES* (gratuit)

désire m'abonner à *Chronique Internationale* : 28,20 €

désire m'abonner à *La Revue de l'IRES* : 64,79 €

désire m'abonner à *Chronique Internationale* + *Revue* : 83,08 €

désire recevoir le *Catalogue des publications de l'IRES*

Les étudiants (justificatifs à l'appui) pourront bénéficier d'une remise de 50 % sur les abonnements et sur les publications achetées à l'unité.

Bulletin à retourner avec votre règlement par :

- Chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'IRES, Virement CDC - RIB 40031 00001 0000245046D 80

- Carte VISA, MASTERCARD ou EUROCARD : n° ..... Date d'expiration .....

à : IRES Diffusion - 16, boulevard du Mont d'Est - 93192 Noisy-le-Grand CEDEX

Tél 33 (0) 1 48 15 18 90 Fax 33 (0) 1 48 15 19 18 - E-mail : info@ires-fr.org

Signature

**ÖGB.** Journée de manifestations pour l'Etat social. Intervention de Christian Du four sur « Les trente-cinq heures en France ». (Linz, 30 mars 2002)

**INTEFP.** Ses sion Corse. Intervention de Christian Du four « Le rôle com pa ré des ac teurs de la vie pro fes sion nelle en Eu rope ». (Olmi-Capel la, 15 avril 2002)

**CTHS.** 127<sup>e</sup> con grès des tra vaux his to ri ques et scien ti fi ques « Le travail et les hommes ». Intervention d'Odile Join-Lambert sur « Une hié rarchie in ter mé diaire face à la mo der ni sa tion de l'Etat. Dis cours et pra ti ques (1965-1973) ». (Nan cy, 19 avril 2002)

**Université d'Iéna. Institut de Sociologie.** Parti ci pa tion de Chris tian Du four et Adelheid Hege au sé mi naire « La com pa rai son des sys tèmes de re pré sen ta tion des sa la riés en Eu rope ». (Pa ris, 7-8 mai 2002)

**Hans Böckler Stiftung.** Sé mi naire « L'as surance vieillesse des fem mes : les po li ti ques de ré for mes en dis cus sion en France ».

- Inter ven tion de Chris tian Du four « Les mé tho des de com pa rai son interna tionale »

- Com mu ni ca tion d'An toine Math « La po li ti que des re trai tes en France : une orien ta tion eu ro péenne ? ». (Franc fort, 13 mai 2002)

**GERPISA.** Expo sé de Jac ques Freys si net « Les mar chés du tra va il et la ques tion de la flexi bi li té de l'em ploi en Eu rope ». (Pa ris, 17 mai 2002)

**Gou ver ne ment de Rio Grande do Sul.** Con fé rence « la san té du tra va il leur » or ga ni sée par le gou ver ne ment de l'Etat de Rio Grande do Sul au Bré sil Con fé rence d'ou ver ture de Mi chel Hus son sur le thème « san té, in ten si fi ca tion et durée du tra va il », (Por to Ale gre, 23 mai 2002).

**Japan Council of Metalworkers Unions.** Expo sé de Jac ques Freys si net « Les struc tures de l'em ploi et les po li ti ques de l'em ploi en France ». (Noi sy le Grand, 24 mai 2002)

**Gouvernement de Rio Grande do Sul.** Con fé rence de Michel Hus son « Poli ti ques publi ques de l'em ploi : l'ex pé ri ence du gou ver ne ment fran çais », or ga ni sée par l'Ob ser va toire du tra va il (Secré ta riat du tra va il), la FEE (Fon da tion d'Eco nomie et de Sta tis ti ques), avec le soutien du DIEESE (Institut intersyndical) et de l'IIEP. (Por to Ale gre, 24 mai 2002)

**CUT.** Con fé rence de Mi chel Hus son « ré duc tion du temps de travail : les çons de l'ex pé ri ence fran çaise », or ga ni sée par le Se cré ta riat de po li ti que syn di cale de la CUT (Cen trale Unique des Tra va il leurs) de Sao Pau lo. (Sao Pau lo, Bré sil, 27 mai 2002)

**AISLF.** As so cia tion in ter na tio nale des so cio lo gues de langue fran çaise. Col lo que de so cio logie éco no mique. Inter ven tion de Pas cal Ughet to « So cio logie éco no mique et éco nomie po li ti que ». (Mon tré al, 27 mai 2002)

**As so cia tion in ter na tio nale des so cio lo gues de langue fran çaise.** Col lo que « Co mi té de re cher che So cio logie éco no mique ». Com mu ni ca tion de Marie Ra veyre « Grou pes et ter ri toires : la cons truc tion d'in ter mé dia tions en ré seaux sur le mar ché du tra va il ». (Mon tré al, 27 mai 2002)

**AFERP.** Col lo que « Les prin ci pes di rec teurs de l'OCDE pour les en tre pri ses mul ti na tio na les. Un code de con duite dans les pays les plus in dus tria li sés ? ». Con clu sions par Mau rice Braud. (Pa ris, 28 mai 2002)

**CRISES.** Ren con tres CRISES-LSCI. Inter ven tion de Pas cal Ughet to « La dis tri bu tion du cour rier à la Poste : le client, source d'in no va tions dans la pro duc tion et le tra va il ? ». (Mon tré al, 28 mai 2002)

**Université Paris I. Maison des Sciences Economiques.** MATISSE (CNRS – Uni versi té de Pa ris I). Sé mi naire « Em ploi so cial ». Co-pré se na tion par Fran çois Mi chon et Gil bert Le fé vre du rap port de re cher che IRES-MATISSE : « Les stra té gies des en tre pri ses de tra va il tem po raire ». (Pa ris, 31 mai 2002)

**Université Complutense de Madrid.** Le çon de clô ture « Crise du ca pi ta li sme ou crise du néo li bé ral is me » don née par Michel Hus son dans le cadre d'un cours co-or ga ni sé par la Fa cul té de Scien ces poli ti ques, la FIM (Fon da tion de Recherches Mar xis tes) et la FSE (Fon da tion Syn di cale d'Etu des). (Ma drid, 31 mai 2002)

**Société de médecine du travail Dauphiné Savoie – Université J. Fourier.** 27<sup>e</sup> con grès na tio nal de mé de cine et san té au tra va il. Parti ci pa tion d'An nie Jo li vet à la table ronde de la ses sion thé ma tique « Tra va il ler après 50 ans : quels en jeux de san té, quel les adap ta tions ? » (Gre noble, 4-7 juin 2002)

**CNRS-INRA.** Sé mi naire du « Ré seau de la Proxi mi té ». Inter ven tion de Marie Ra veyre « Les poli ti ques d'im pli ca tion locale des grou pes : une dy na mique d'é change en ré seaux ». (Mar seille, 5 juin 2002)

**Syn di cat Na tio nal du Tré sor. CGT-FO.** Parti ci pa tion de Jacky Fayolle à une table ronde sur « La ré par ti tion des fruits de la crois sance et la mon dia li sa tion ». (Saint-Jean de Monts, 6 juin 2002)

**Minis tère belge de l'em ploi et du tra va il et OCDE.** Sé mi naire sur « L'in té gra tion des jeu nes im mi grés sur le mar ché du tra va il ».

- Con tri bu tion de Mou na Vi prey « Une ap pro che com pa rative eu ro péenne en ma tière de dis cri mi na tion raciale dans le monde du tra va il »

- Inter ven tion de Jac ques Freys si net comme dis cu tant sur le thème « L'em ploi dans les pays de l'OCDE et la si tua tion des im mi grés sur le mar ché du tra va il ». (Bruxel les, 6-7 juin 2002)

**Chambre fé dé rale du tra va il de l'Au triche (AK)** en col la bo ra tion avec la CES, le DGB et la CC.OO. Re pré sen ta tion per manente de l'Au triche. Sé mi naire « Long term pros pects for old-age pro tec tion ». Com mu ni ca tion d'An toine Math « Long term pension forecasts and their use in the debate on European pension systems ». (Bruxel les, 7 juin 2002)

**FNMF.** Stage de for ma tion des ti né aux ad mi nis tra teurs mu tua lis tes dans les cais ses d'as surance ma ladie. Con fé rence « Mu tua li té et pro tec tion so ciale. Pour quels en jeux ? ». Com mu ni ca tion de Pierre Vo lo vitch « Re fon da tion so ciale, dé mo cratie so ciale ; les en jeux pour le sys tème de san té ». (Pa ris, 12 juin 2002)

**FORUM, Uni versité Pa ris X.** Sé mi naire « Eco nomie des ins ti tu tions ». Inter ven tion de Jac ques Freys si net comme dis cu tant d'un texte de Fran çois Ey mar-Du ver nay : « De fauts de co o pé ra tion et chô mage : une théo rie in sti tu tion na liste ». (Nan terre, 13 juin 2002)

**EUREXCTER. Minis tère de l'em ploi et de la so li da ri té. Com mis sion eu ro péenne.** Sé mi naire « Eva lua tion du pro ces sus em ploi et des PNAE ». Mau rice Braud, ex pert pour la France. (Pa ris, 13-14 juin 2002)

**Institut für die Wissenschaften vom Menschen.** Inter na tio nal Con fé rence « The Fu ture of Unions ». Con tri bu tion de Jac ques Freys si net : « Where does so li da ri ty end ? ». (Vienne, 13-16 juin 2002)

**AAGE-CNRS.** Con fé rence « Scien ces de l'homme et dif fé ren ces de sexe : le temps de la re con nais sance ? ». Inter ven tion de Fran çois Mi chon sur « La seg men ta tion et le genre. Une lec ture genre de la seg men ta tion du mar ché du tra va il hier et au jour d'hui ». (Pa ris, 19-20-21 juin 2002)

**UNSA.** Réu nion du groupe de tra va il « re trai tes » sur le thème « les sys tèmes de re trai tes en Eu rope ». Ani ma tion par An toine Math de la réu nion. (Ba gno let, 20 juin 2002)

**INTEFP.** IV<sup>e</sup> ses sion ré gio nale « Dia logue so cial et dé ve lop pe ment en Corse ». Con fé rence de Jac ques Freys si net : « Res pon sa bi li té so ciale et dé ve lop pe ment ter ri to rial : place et rôle des ac teurs so ciaux ». (Ajac cio, 24-25 juin 2002)

**INSERM – Uni versité Tou louse III.** 3<sup>e</sup> sé mi naire fran co-qué bé cois sur « La san té et le vieil lis se ment ». Ate lier « Vieil lis se ment, or ga ni sa tion du tra va il et san té ». Com mu ni ca tion d'An nie Jo li vet sur « La pré re traite pro gres sive » (Tou louse, 25-28 juin 2002)

**As so cia tion In ter na tio nale de Re la tions Pro fes sion nelles/As so cia tion Cana dienne de Re la tions In dus tri elles.** 4<sup>e</sup> Con grès ré gio nal amé ri cain « Le com merce et la pro tec tion des tra va il leurs peu vent-ils al ler de pair ? ». Com mu ni ca tion de Udo Rehfeldt « European Works Councils: From Information Rights to Collective Bargaining ? ». (To ron to, 25-29 juin 2002).

**Institut RRS-Iseres CGT.** Parti ci pa tion de Jacky Fayolle aux Jour nées de la re cher che de l'Insti tut. (Montreuil, 27 juin 2002)

**Confrontations.** Uni versité d'é té « Dia logue so cial et parti ci pa tion pour l'in té gra tion des PECO dans l'Union eu ro péenne ». Parti ci pa tion de Jacky Fayolle à une table-ronde sur « Les iné ga li tés ré gio na les et les ou tils de rat tra page et de dé ve lop pe ment ». (Bu da pest, 28 juin 2002).

La Lettre de l'IRES - Publication trimestrielle  
16, bd du Mont d'Est 93192 NOISY-LE-GRAND CEDEX  
Directeur de la publication : Bernard Ibal  
Responsable : Maurice Braud  
Réalisation : Monique Jacquin  
Louyot S.A. - Paris  
Dépôt légal : 3e trimestre 2002 - ISSN n°1145-1394